

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
15 décembre 2022
Français
Original : anglais

Lettre datée du 15 décembre 2022, adressée au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous présenter ci-après les vues et observations de la République islamique d'Iran concernant le quatorzième rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité, publié sous la cote [S/2022/912](#).

1. La République islamique d'Iran prend note du quatorzième rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité. L'Iran se félicite de ce que le Secrétaire général continue d'exprimer sa confiance et son soutien en faveur du rétablissement intégral du Plan d'action global commun, l'objectif étant que « le peuple iranien puisse en tirer des avantages économiques concrets ». Il constate toutefois que, dans son rapport, le Secrétaire général ne fait toujours aucun cas des causes profondes de la situation concernant l'application du Plan d'action global commun, qui découle indéniablement du retrait unilatéral et illégal des États-Unis, en violation flagrante de la résolution [2231 \(2015\)](#). Il n'y est en outre fait mention ni des nouvelles sanctions instaurées par les États-Unis au cours de la période considérée, ni des conséquences économiques des sanctions unilatérales en vigueur. Il convient de rappeler que la résolution [2231 \(2015\)](#), dans les sections 3 et 7 de l'annexe II à l'annexe A, développe les engagements réciproques et souligne la nécessité d'une approche équilibrée et réaliste de la mise en œuvre du Plan.

2. Les mesures visées au paragraphe 4 du rapport sont pleinement conformes aux dispositions relatives aux mesures correctives qui sont expressément énoncées aux paragraphes 26 et 36 du Plan d'action global commun, ainsi qu'aux obligations et aux droits prévus dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Lorsque le préjudice causé à l'Iran sera réparé, ces mesures seront abrogées. Il est important de noter que, comme l'indique le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans ses rapports, l'Agence a un accès régulier aux installations nucléaires iraniennes dans le cadre de l'accord de garanties.

3. Malheureusement, d'après les paragraphes 8 et 18 du rapport, le Secrétariat effectue des voyages et des missions de vérification sans autorisation et prend d'autres mesures pour soi-disant examiner les allégations concernant l'application de l'annexe B de la résolution, en violation des dispositions énoncées dans la note du Président du Conseil de sécurité ([S/2016/44](#)). Le mandat du Secrétariat concernant la mise en œuvre de la résolution [2231 \(2015\)](#) est expressément énoncé au paragraphe 7 de cette note : il se limite à un « appui administratif » au Conseil de sécurité, toute autre tâche devant être accomplie « à la demande du Conseil ». Or, le Conseil de



sécurité n'a jamais demandé ni autorisé l'exécution d'aucune tâche supplémentaire. Comme cela a été répété à de nombreuses reprises, toute activité qui outrepassa le mandat fixé est illégale et doit être évitée. De même, étant donné que le Secrétariat n'a pas de mandat légitime en la matière, n'a pas établi de procédure pour le recrutement d'experts compétents et ne dispose donc pas des compétences requises, toutes les constatations ou évaluations qu'il pourrait faire à cet égard, y compris celles qui figurent dans le rapport, sont nulles et non avenues.

4. Cette pratique abusive du Secrétariat, si elle se poursuivait, porterait atteinte à la qualité des rapports du Secrétaire général, qui sont censés être objectifs, exhaustifs, stratégiques et fondés sur des règles et une méthode prédéfinies. Même les prétendus examens présentent des lacunes sur le plan de la méthode et du raisonnement. Les évaluations figurant dans le rapport reposent sur des informations erronées et des données non confirmées, dont certaines se retrouvent dans les conclusions principales. La crédibilité du rapport s'en trouve entachée. Ce dysfonctionnement du Secrétariat est régulièrement contesté par les États Membres. Le fait que des informations aient précédemment figuré dans des rapports du Secrétaire général n'atteste en rien l'existence d'une pratique légitime.

5. La République islamique d'Iran rejette catégoriquement l'évaluation figurant aux paragraphes 8 et 18 du rapport. La politique de l'Iran vis-à-vis du conflit au Yémen est claire, cohérente et fondée sur le plein respect du droit international. Dans ce contexte, l'Iran respecte pleinement les engagements qui lui incombent en droit international, notamment au titre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Il réaffirme une fois de plus qu'il n'a vendu, exporté ou transféré aucune arme ou munition ni aucun équipement connexe au Yémen en violation des résolutions du Conseil de sécurité et, par conséquent, rejette catégoriquement toutes les allégations faites à cet égard. La coopération active de l'Iran avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et ses efforts constructifs à l'appui de la prorogation de l'accord de trêve au Yémen témoignent de sa volonté de contribuer au règlement pacifique de la crise au Yémen. Cette ligne de conduite repose sur la ferme conviction que les pays de la région doivent œuvrer de concert pour trouver une solution pacifique au conflit en cours au Yémen.

6. L'Iran condamne de nouveau les tentatives désespérées d'établir un lien entre l'utilisation de drones aériens dans le cadre de la crise actuelle en Ukraine et la résolution 2231 (2015), alors qu'un tel lien n'existe absolument pas. En outre, il rejette catégoriquement ces allégations fausses et infondées, y compris celles visées aux paragraphes 19 et 20 du rapport, comme je l'ai indiqué plus en détail dans mes lettres datées des 19 octobre, 24 octobre, 6 décembre et 7 décembre 2022 (S/2022/776, S/2022/794, S/2022/915). À cet égard, l'Iran souligne régulièrement que le Secrétariat n'a pas mandat pour prendre ces allégations en considération. Le Secrétariat a été informé des conséquences qui s'ensuivraient s'il dépassait le cadre de son mandat et a été averti que l'instrumentalisation de la formation 2231 au service des intérêts politiques de certains États Membres aurait des conséquences négatives.

7. L'Iran prend également note du paragraphe 9 du rapport et du fait que, « depuis le 24 juin 2022, aucune nouvelle proposition relative à la participation à des activités visées au paragraphe 2 de l'annexe B à la résolution 2231 (2015) ou à l'autorisation de ces activités n'a été présentée pour approbation au Conseil de sécurité dans le cadre de la filière d'approvisionnement ». En effet, les sanctions unilatérales illicites imposées par les États-Unis continuent de nuire au fonctionnement de la filière d'approvisionnement ainsi qu'aux autres activités nucléaires autorisées par le Conseil de sécurité. Nous regrettons que les raisons de l'instauration de ces mesures, décrites de manière répétée dans les rapports du Secrétaire général, aient été passées sous silence. De même, bien que la situation demeure inchangée, il n'est pas fait mention

des obstacles entravant la filière d'approvisionnement dans la section « Principales conclusions et recommandations » de ce rapport semestriel.

8. L'Iran réitère son objection à toute tentative d'établir un lien fallacieux entre le lancement de missiles balistiques et les lanceurs spatiaux iraniens d'une part et le paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution 2231 (2015) d'autre part en recourant à une interprétation arbitraire et inexacte de ce paragraphe. Le paragraphe 3 de l'annexe B de la résolution 2231 (2015) ne définit pas le terme « missile balistique ». De même, en l'absence de toute norme universelle en ce qui concerne les missiles balistiques, toute tentative de faire passer le Régime de contrôle de la technologie des missiles – « entente politique informelle » qui ne regroupe que 35 États et dont les critères ne sont pas juridiquement contraignants, pas même pour ses membres – pour la définition universellement acceptée de ce terme est totalement trompeuse, peu professionnelle et douteuse. La mise au point de missiles balistiques et de lanceurs spatiaux est un droit naturel en droit international et n'est ni interdite ni limitée par la résolution 2231 (2015). La République islamique d'Iran est déterminée à exercer le droit que lui confère le droit international de poursuivre résolument ses activités impliquant des missiles balistiques et des lanceurs spatiaux, dont elle a besoin pour assurer sa sécurité ainsi que ses intérêts socioéconomiques. Comme cela a été souligné à maintes reprises, les missiles balistiques et les lanceurs spatiaux de l'Iran n'entrent absolument pas dans le champ d'application de la résolution 2231 (2015).

La déclaration faite par la République islamique d'Iran à la suite de l'adoption de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité (voir annexe du document publié sous la cote S/2015/550) et les positions qu'elle y a exprimées sont ainsi réaffirmées, car elles sont tout aussi justifiées aujourd'hui qu'elles l'étaient par le passé. L'Iran rejette catégoriquement les allégations et les informations fallacieuses que contient le rapport, notamment aux paragraphes 8, 12, 18, 19 et 20.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Amir Saeid **Irvani**